

Motion adoptée par le Conseil général de l'Ariège

Réuni en séance plénière le 14 avril 2008

19 voix pour 3 contre

Le Conseil général

CONSIDERANT QUE

- les promesses du candidat SARKOZY n'ont pas été tenues par le Président SARKOZY en matière de pouvoir d'achat, de croissance, de solidarités nationale, territoriale et générationnelle
- l'échec du paquet fiscal TEPA est évident au niveau des heures supplémentaires, de la déduction des intérêts immobiliers, du bouclier fiscal à 50% et, plus généralement, l'échec est total par rapport aux effets espérés sur la croissance
- les franchises médicales portent une atteinte inacceptable au droit à la santé
- les premières annonces issues du Conseil de Modernisation des Politiques Publiques présentent un réel danger pour l'organisation de la vie sociale de notre pays
- les récentes remises en cause de la carte SNCF Familles Nombreuses témoignent du peu de considération de ce Gouvernement pour les familles en général, et les plus défavorisées en particulier.
- les pertes successives d'emplois publics ont déjà porté préjudice au Département de l'Ariège dans les services DDE et DDA, la Poste, EDF, le Trésor Public et, plus récemment, à l'Education Nationale.

CONSTATANT QUE

- les réformes dures et sans concertation des cartes JUDICIAIRE, SCOLAIRE, POLICIERE et HOSPITALIERE, vont rayer de la carte de France de nombreux territoires déjà trop défavorisés.
- l'aménagement du territoire n'est manifestement pas une priorité pour le Gouvernement.
- le pouvoir actuel a été lourdement désavoué par l'électorat lors des municipales et cantonales de Mars 2008, soit dix mois seulement après son installation.

CONDAMNE

- les suppressions de dizaines de milliers de fonctionnaires présentées comme une marque de gouvernance
- la décision de supprimer 11 200 postes d'enseignants en 2008
- le système de santé à deux vitesses
- la restriction inadmissible des crédits à l'emploi et au logement.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT

- d'entendre la voix du peuple de France
- de renoncer à son choix d'organiser la « grande casse » des services publics.